

GRÈCE - ALEXIS TSIPRAS : S'IL N'Y A PAS ENCORE D'ACCORD, CE N'EST PAS À CAUSE DE NOTRE INTRANSIGEANCE

socialgerie le 2 juin 2015

ALEXIS TSIPRAS :
« NON À UNE ZONE
EURO À DEUX
VITESSES » -*déclaration*
de Alexis Tsipras (Premier
ministre de la Grèce) - Le
Monde - le 31 mai 2015 ;

ALEXIS TSIPRAS
SIGNE L'ÉCHEC DU
"NŒUD COULANT"
EUROPÉEN -
Commentaire de la
déclaration de
TSIPRAS - La Tribune -
Romarc Godin - le 1er
juin 2015 ;



Alexis Tsipras, premier ministre de la Grèce, à Athènes, le 15 mai

ALEXIS TSIPRAS : **« NON À UNE ZONE EURO À DEUX** **VITESSES »**

déclaration de Alexis Tsipras (Premier ministre de la Grèce)

Le Monde

le 31 mai 2015

Le 25 janvier, le peuple grec a pris une décision courageuse. Il a osé contester la voie à sens unique de l'austérité rigoureuse du Mémorandum, afin de revendiquer un nouvel accord. Un nouvel accord qui permette à la Grèce de retrouver le chemin de la croissance dans l'euro avec un programme économique viable et sans renouveler les erreurs du passé.

Ces erreurs ont été payées cher par le peuple grec. En cinq ans, le chômage a grimpé à 28 % (60 % pour les jeunes), et le revenu moyen a diminué de 40 %, tandis que la Grèce, conformément aux statistiques d'Eurostat, est devenue l'Etat de l'Union européenne (UE) ayant l'indicateur d'inégalité sociale le plus élevé.

Pis encore, malgré les coups durs qui ont été portés au tissu social, ce programme n'a pas réussi à redonner à l'économie grecque sa compétitivité. La dette publique a flambé de 124 % à 180 % du PIB. L'économie grecque, malgré les grands sacrifices de son peuple, est toujours piégée dans un climat d'incertitude continue engendrée par les objectifs non réalisables de la doctrine de l'équilibre financier, qui l'astreignent à rester dans un cercle vicieux d'austérité et de récession.

Mettre fin au cercle vicieux

Le principal but du gouvernement grec au cours des quatre derniers mois est de mettre fin à ce cercle vicieux et à cette incertitude. Un accord mutuellement bénéfique, qui fixera des objectifs réalistes par rapport aux excédents tout en réintroduisant l'agenda du développement et des investissements – une solution définitive pour l'affaire grecque – est actuellement plus nécessaire que jamais. Par ailleurs, un tel accord marquera la fin de la crise économique européenne qui a éclaté il y a sept ans, en mettant fin au cycle de l'incertitude pour la zone euro.

Aujourd'hui, l'Europe est en mesure de prendre des décisions qui déclencheront une forte reprise de l'économie grecque et européenne en mettant fin aux scénarios d'un « Grexit » (Grèce exit). Ces scénarios empêchent la stabilisation à long terme de l'économie européenne et sont susceptibles d'ébranler à tout moment la confiance tant des citoyens que des investisseurs en notre monnaie commune.

Cependant, certains soutiennent que le côté grec ne fait rien pour aller dans cette direction parce qu'il se présente aux négociations avec intransigeance et sans propositions. Est-ce bien le cas ?

Étant donné le moment critique, voire historique, que nous vivons, non seulement pour l'avenir de la Grèce, mais aussi pour celui de l'Europe, j'aimerais rétablir la vérité et informer de manière responsable l'opinion publique européenne et mondiale sur les intentions et les positions réelles du gouvernement grec.

Après la décision de l'Eurogroupe du 20 février, notre gouvernement a soumis de nombreuses propositions de réformes visant à un accord qui associe le respect du verdict du peuple grec et celui des règles qui régissent le fonctionnement de la zone euro.

Nous nous engageons notamment à réaliser des excédents primaires moins élevés pour 2015 et 2016 et plus élevés pour les années suivantes, étant donné que nous attendons une augmentation correspondante des taux de croissance de l'économie grecque.

Une autre proposition importante est l'engagement à accroître les recettes publiques par le biais de la redistribution des charges à partir des citoyens à revenus moyens et faibles vers ceux qui ont des revenus élevés et qui, jusqu'à présent, s'abstenaient de payer leur part pour affronter la crise, étant donné que dans mon pays ils étaient protégés tant par l'élite politique que par la *troïka*, qui « *fermait les yeux* ».

D'ailleurs, dès le premier jour, le nouveau gouvernement a montré ses intentions et sa résolution par l'introduction d'une mesure législative pour faire face à la fraude des transactions triangulaires en intensifiant les contrôles douaniers et fiscaux, afin de limiter la contrebande et l'évasion fiscale. Parallèlement, pour la première fois après de nombreuses années, les dettes des propriétaires des médias leur ont été imputées par l'Etat grec.

Privatisations

Le changement de climat dans le pays est clair. Il est également prouvé par le fait que les tribunaux accélèrent le traitement des dossiers pour que les jugements soient rendus dans des délais plus brefs lors d'affaires liées à l'évasion fiscale. Les oligarques qui étaient habitués à être protégés par le système politique ont toutes les raisons de perdre le sommeil.

Il n'y a pas seulement les orientations générales, il y a aussi les propositions spécifiques que nous avons soumises lors des discussions avec les institutions qui ont couvert une grande partie de la distance qui nous séparait il y a quelques mois.

Précisément, le côté grec a accepté de mettre en œuvre une série de réformes institutionnelles, telles que le renforcement de l'indépendance de l'Agence grecque de la statistique (Elstat), les interventions visant à accélérer l'administration de la justice, ainsi que les interventions dans les marchés de produits, afin d'éliminer les distorsions et les privilèges.

De plus, bien que nous soyons diamétralement opposés au modèle des privatisations prôné par les institutions, parce qu'il n'offre pas de perspectives de développement et n'opère pas de transfert de ressources en faveur de l'économie réelle, mais en faveur de la dette – qui n'est de toute façon pas viable –, nous avons accepté de poursuivre avec quelques petites modifications le programme des privatisations, faisant ainsi preuve de notre intention d'aller vers un rapprochement.

Nous sommes également tombés d'accord pour réaliser une grande réforme de la TVA en simplifiant le système et en renforçant la dimension de redistribution de la taxe, afin de réussir à augmenter tant le taux de recouvrement que les recettes.

Nous avons déposé des propositions concrètes pour des mesures qui conduiront à une augmentation supplémentaire des recettes (contribution exceptionnelle sur les bénéfiques très élevés, taxe sur les paris électroniques, intensification des contrôles des grands déposants-fraudeurs, mesures pour le recouvrement des créances arrivées à échéance en faveur de l'Etat, taxe spéciale sur les produits de luxe, appel d'offres pour les concessions de radiotélévision) qui ont été oubliées, comme par hasard, par la troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) pendant cinq ans, etc.

Ces mesures visent à augmenter les recettes publiques, tout en évitant de contribuer à la récession puisqu'elles ne diminuent pas davantage la demande effective et n'imposent pas de nouvelles charges aux faibles et moyens revenus.

Nous nous sommes mis d'accord pour mettre en œuvre une grande réforme du système de sécurité sociale avec l'unification des caisses d'assurance sociale, la suppression de dispositions autorisant à tort l'octroi de retraites anticipées, en augmentant de cette façon l'âge réel de la retraite.

Nous devons tenir compte du fait que les pertes des caisses d'assurance sociale, qui ont conduit au problème de leur viabilité à moyen terme, sont principalement dues à des choix politiques dont la responsabilité incombe à la fois aux précédents gouvernements grecs et, surtout, à la troïka (la diminution des fonds de réserve des caisses de 25 milliards d'euros en raison du « *Private sector involvement* » en 2012 et surtout le taux de chômage très élevé, dû presque exclusivement au programme d'austérité extrême appliqué en Grèce depuis 2010).

Finalement, malgré notre engagement de rétablir immédiatement les normes européennes en matière de droit du travail, qui a été complètement détricoté durant les cinq dernières années sous prétexte de compétitivité, nous avons accepté de mettre en œuvre une réforme du marché du travail après consultation du Bureau international du travail, et validée par lui.

Ne plus toucher aux retraites

En tenant compte de tout ce qui précède, on peut à juste titre se demander pourquoi les représentants des institutions persistent à dire que la Grèce ne présente pas de propositions.

Pourquoi continuer d'arrêter de fournir des liquidités monétaires à l'économie grecque, alors que la Grèce a démontré qu'elle veut respecter ses obligations extérieures, avec le paiement depuis août 2014 de plus de 17 milliards d'euros en principal et intérêts (environ 10 % de son PIB), sans financement extérieur ?

Finalement, quel est l'intérêt de ceux qui font fuiter dans la presse que nous ne sommes pas proches d'un accord, alors que celui-ci permettra de mettre un terme à l'incertitude politique et économique ressentie au niveau européen et mondial, qui se prolonge à cause de la question grecque ?

La réponse non officielle de la part de certains est que nous ne sommes pas près d'un accord parce que le côté grec maintient ses positions pour rétablir les conventions collectives et refuse de diminuer davantage les retraites.

Sur ces points, je dois fournir certaines explications : en ce qui concerne le premier, la position de la Grèce est que sa législation du travail doit correspondre aux normes européennes et ne peut pas violer de manière flagrante la législation européenne. Nous ne demandons rien de plus que ce qui est en vigueur dans les pays de la zone euro. Avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, nous avons fait une déclaration en ce sens.

La Grèce est présentée comme le mauvais exemple que les autres États et peuples européens désobéissants ne devraient pas suivre

En ce qui concerne le second point, celui des retraites, la position du gouvernement grec est argumentée et logique. La diminution cumulée des retraites en Grèce pendant les années du Mémorandum est de 20 % à 48 % : actuellement 44,5 % des retraités reçoivent une retraite inférieure au seuil de pauvreté relative et, selon les données de l'Eurostat, 23,1 % des retraités vivent dans des conditions de risque de pauvreté et d'exclusion sociale.

Cette situation, qui résulte de la politique du Mémorandum, ne peut être tolérable ni pour la Grèce ni pour aucun autre pays civilisé.

Il faut donc dire les choses comme elles sont : si nous ne sommes pas encore arrivés à un accord avec nos partenaires, ce n'est pas à cause de notre intransigeance ou de positions incompréhensibles. Cela serait plutôt à cause de l'obsession de certains représentants institutionnels qui insistent sur des solutions déraisonnables en se montrant indifférents à l'égard du résultat démocratique des récentes élections législatives en Grèce ainsi qu'à l'égard des positions d'institutions européennes et internationales qui se disent prêtes à faire preuve de flexibilité pour respecter le verdict des urnes.

Pourquoi cette obsession ? Une explication facile serait de dire qu'elle résulterait de l'intention de certains représentants institutionnels de couvrir l'échec de leur programme et d'obtenir en quelque sorte une confirmation de celui-ci. On ne peut pas d'ailleurs oublier que le FMI a publiquement reconnu, il y a quelques années, s'être trompé sur les effets dévastateurs des multiples coupes budgétaires imposées à la Grèce.

Je pense que cette approche ne suffit pas pour expliquer les choses. Je ne crois pas que l'avenir de l'Europe pourrait dépendre de cette obsession de quelques acteurs.

Les deux stratégies opposées de l'Europe

J'arrive à la conclusion que la question grecque ne concerne pas exclusivement la Grèce, mais se trouve au centre d'un conflit entre deux stratégies opposées sur l'avenir de l'intégration européenne.

La première vise l'approfondissement de l'intégration européenne dans un contexte d'égalité et de solidarité entre ses peuples et ses citoyens. Ceux qui soutiennent cette stratégie partent du fait qu'il est inadmissible de forcer le nouveau gouvernement grec à appliquer les mêmes politiques que les cabinets sortants, qui ont

d'ailleurs totalement échoué. Sinon, nous serions obligés de supprimer les élections dans tous les pays qui sont soumis à un programme d'austérité.

Nous serions aussi obligés d'accepter que les premiers ministres et les gouvernements soient imposés par les institutions européennes et internationales et que les citoyens soient privés de leur droit de vote jusqu'à l'achèvement du programme. Ils sont conscients que cela serait l'équivalent de l'abolition de la démocratie en Europe et le début d'une rupture inadmissible au sein de l'UE. Enfin, tout cela aboutirait à la naissance d'un monstre technocratique et à l'éloignement pour l'Europe de ses valeurs fondatrices.

La deuxième stratégie conduit à la rupture et à la division de la zone euro et, de ce fait, de l'UE. Le premier pas dans cette direction serait la formation d'une zone euro à deux vitesses, où le noyau central imposerait les règles dures d'austérité et d'ajustement. Ce noyau central imposerait aussi un superministre des finances pour la zone euro, qui jouirait d'un pouvoir immense, avec le droit de refuser des budgets nationaux, même des Etats souverains, qui ne seraient pas conformes aux doctrines du néolibéralisme extrême.

Pour tous les pays qui refuseraient de céder à ce pouvoir, la solution serait simple, la punition sévère : application obligatoire de l'austérité et, en plus, des restrictions aux mouvements des capitaux, des sanctions disciplinaires, des amendes et même la création d'une monnaie parallèle à l'euro.

C'est de cette façon que le nouveau pouvoir européen cherche à se construire. La Grèce en est la première victime. Elle est déjà présentée comme le mauvais exemple que les autres Etats et peuples européens désobéissants ne devraient pas suivre.

Mais le problème fondamental est que cette deuxième stratégie comporte des grands risques et ceux qui la soutiennent ne semblent pas en tenir compte. Cette deuxième stratégie risque d'être le début de la fin, puisqu'elle transforme la zone euro d'union monétaire en simple zone de taux d'échange. Mais, en plus, elle inaugure un processus d'incertitude économique et politique qui pourrait aussi transformer de fond en comble les équilibres dans l'ensemble du monde occidental.

Aujourd'hui, l'Europe se trouve à la croisée des chemins. Après des concessions importantes du gouvernement grec, la décision repose, non plus entre les mains des institutions qui, à l'exception de la Commission européenne, ne sont pas élues et qui ne rendent pas des comptes aux peuples, mais entre les mains des leaders de l'Europe.

Quelle stratégie pourrait l'emporter ? Celle d'une Europe de la solidarité, de l'égalité et de la démocratie ou bien celle de la rupture et finalement de la division ?

Si certains pensent ou veulent bien croire que la décision que nous attendons ne concernera que la Grèce, ils se trompent. Je les renvoie au chef-d'œuvre d'Ernest Hemingway *Pour qui sonne le glas* ?

*Alexis Tsipras (Premier ministre de la Grèce)
le monde économie
le 31 mai 2015*

haut de page

ALEXIS TSIPRAS SIGNE L'ÉCHEC DU "NŒUD COULANT" EUROPÉEN

Commentaire de la déclaration de TSIPRAS



*Romarc Godin
La Tribune
le 1er juin 2015*

Dans une tribune publiée dans *Le Monde*, le Premier ministre grec montre sa détermination et place les créanciers face à leurs responsabilités.

Depuis son élection à la tête du pays, voici plus de quatre mois, Alexis Tsipras s'était montré discret dans les médias. Il laissait plus volontiers parler ses ministres, en particulier son ministre des Finances, Yanis Varoufakis, qu'il était toujours possible, ensuite, de démentir. Cette fois, [dans une tribune publiée sur le site Internet du Monde](#), le premier ministre hellénique s'engage directement. Et il ne le fait pas au hasard.

Dénouement imminent

La partie d'échec qui s'est engagée avec les élections du 25 janvier arrive en effet avec ce mois de juin à son terme. Non seulement le prolongement du programme de soutien à la Grèce décidé le 20 février s'achève le 30 juin, mais il semble désormais certain que l'Etat grec ne pourra pas honorer les quatre échéances de remboursement au FMI pour un total de 1,6 milliard d'euros. Si le défaut n'intervient pas le 5 juin, il aura lieu le 12...

Pendant quatre mois, les créanciers de la Grèce ont joué la montre en espérant que, devant les difficultés financières, le nouveau pouvoir grec céderait à leurs injonctions. Aussi ont-ils refusé tout compromis, rejetant les unes après les autres les « listes de réformes » présentées par Athènes et maintenant leurs exigences intactes. Cette stratégie a été résumée par Alexis Tsipras en mars dans une de ses rares interviews au Spiegel : « le nœud coulant. » A mesure que le nœud se resserre et que l'asphyxie financière augmente, la résistance grecque va se réduire.

La mise à jour de la stratégie européenne

C'est précisément l'inverse qui s'est produit. Dans sa tribune, Alexis Tsipras se montre déterminé. Il entame son texte par une nouvelle dénonciation de l'impasse des politiques mises en place par les précédents gouvernements et imposées par la troïka, poursuit en rappelant les concessions acceptées par le gouvernement

grec et termine en rappelant clairement qu'il maintient ses « lignes rouges » : il n'y aura pas de coupes dans les retraites et il y aura bien rétablissement des conventions collectives. Et de justifier sa position : pourquoi la Grèce ne devrait-elle pas être soumise aux règles européennes en matière du droit du travail ? Comment pourrait-elle accepter de réduire encore des pensions déjà diminuées de 20 à 48 % durant les années d'austérité et qui sont nécessaires au maintien général du niveau de vie dans le pays ?

Alexis Tsipras met à jour toute l'absurdité des demandes des créanciers et toute la violence de leur stratégie du « nœud coulant. » Dès lors, il renvoie ces derniers à leurs responsabilités : *« Il faut donc dire les choses comme elles sont : si nous ne sommes pas encore arrivés à un accord avec nos partenaires, ce n'est pas à cause de notre intransigeance ou de positions incompréhensibles. Cela serait plutôt à cause de l'obsession de certains représentants institutionnels qui insistent sur des solutions déraisonnables en se montrant indifférents à l'égard du résultat démocratique des récentes élections législatives en Grèce ainsi qu'à l'égard des positions d'institutions européennes et internationales qui se disent prêtes à faire preuve de flexibilité pour respecter le verdict des urnes. »*

Qui doit « revenir sur terre » ?

La situation est alors entièrement inversée. Ce n'est plus la Grèce qui doit venir mendier un accord, ce n'est plus le gouvernement grec qui doit « revenir sur terre », pour reprendre la formule méprisante à la mode en février et en mars dans la presse européenne, mais bien les créanciers. Ce sont désormais à eux de prendre conscience de la « réalité » des concessions grecques et de la « réalité » d'une économie grecque saignée par leur blocage. Ce sont à eux désormais que revient de prendre leur part de concession nécessaire à tout compromis en acceptant les « lignes rouges » du gouvernement grec. Alexis Tsipras ne cache pas, en effet, sa détermination.

Le refus de la zone euro « à deux classes »

Sans jamais évoquer ni le Grexit, ni le défaut (c'est sa position depuis le début et ce serait suicidaire dans le contexte économique et financier actuel), le premier ministre hellénique met au défi les partisans de la « ligne dure » d'aller jusqu'au bout. Il le fait en se plaçant non pas au niveau économique, mais au niveau politique. Pour lui, faire céder la Grèce reviendrait à créer une zone euro à deux vitesses, avec un « cœur » qui dicterait sa loi : *« les règles dures d'austérité et d'ajustement »* et un « super ministre des Finances » qui imposerait ces « règles », au mépris même des choix des peuples concernés.

Or, Alexis Tsipras ne cache pas que cette option est pour lui « le début de la fin » de la zone euro. Autrement dit, la Grèce ne semble pas disposée à jouer dans cette partie. Comprenez à demi-mots : à rester dans une telle zone euro.

Et Alexis Tsipras de poursuivre que cette stratégie menée par les créanciers *« comporte des grands risques et ceux qui la soutiennent ne semblent pas en tenir compte »*, notamment l'inauguration d'un « processus d'incertitude économique et politique qui pourrait aussi transformer de fond en comble les équilibres dans l'ensemble du monde occidental. »

Très clairement, le premier ministre grec fait ici référence au Grexit et à ses conséquences. Il fait écho aux nombreuses inquiétudes de plusieurs économistes et des dirigeants étatsuniens.

La conclusion de la tribune où Alexis Tsipras fait référence à l'ouvrage de Hemingway « *Pour qui sonne le glas* » est sans équivoque : prendre le risque de pousser la Grèce hors de la zone euro, ce serait, pour les Européens, creuser aussi le tombeau de la zone euro. Ce serait prendre un risque considérable.

Le premier ministre grec présente donc un choix politique : construire une zone euro solidaire ou une zone euro qui exclut. Ce choix, à la lecture de la tribune d'Alexis Tsipras, la Grèce semble l'avoir déjà fait. C'est donc maintenant aux dirigeants européens de le faire. Et donc d'évaluer les risques. « *La décision repose, non plus entre les mains des institutions qui, à l'exception de la Commission européenne, ne sont pas élues et qui ne rendent pas des comptes aux peuples, mais entre les mains des leaders de l'Europe.* »

Le défi lancé par Athènes

Ce mouvement tactique d'Alexis Tsipras est particulièrement habile. Désormais, c'est lui qui fixe les règles du jeu. Il semble déterminer, quoi qu'il en coûte, à camper sur ses positions. Le temps joue à présent contre les créanciers qui doivent faire un choix où ils seront perdants à tous les coups : céder à Athènes sera une défaite politique, malgré les concessions grecques, mais pousser la Grèce au Grexit sera un désastre.

Le « nœud coulant », par la capacité étonnante de résistance d'Alexis Tsipras s'est donc retourné contre ses adversaires. Si la Grèce saute dans l'inconnu, elle emporte avec elle la zone euro, prétend le premier ministre. Certains estiment que ce ne sera pas le cas. Mais les dirigeants européens sont-ils prêts à tenter l'expérience ? Sont-ils prêts à prendre le risque de « tester » les fameux « pare-feux » qui n'ont jamais été testés ? Sont-ils prêts à créer un précédent et à mettre fin à l'irréversibilité de l'euro ? Alexis Tsipras se place dans la position du Comte D'Anteroches à Fontenoy et proclame : « *messieurs les créanciers, tirez les premiers !* »

Appel à Angela Merkel

Cette tribune s'adresse aussi directement à Angela Merkel. La critique de l'intransigeance et des buts des créanciers est en réalité une critique de son ministre des Finances, Wolfgang Schäuble qui n'a jamais caché sa préférence pour le Grexit. Alexis Tsipras envoie donc ce message à Berlin : Wolfgang Schäuble peut « gagner », il peut parvenir à ses fins s'il n'est pas stoppé par la chancellerie, car la Grèce ne cédera pas au chantage. Il ne peut donc plus être utilisé comme simple « menace » destiné à effrayer.

D'où cette demande d'Alexis Tsipras de régler le problème grec au niveau des chefs de gouvernement. Si Angela Merkel ne prend pas la situation en main, si elle laisse Wolfgang Schäuble décider, alors elle mettra en péril et le projet européen. Or, le premier ministre grec sait bien qu'elle ne le veut pas.

Décidément, Alexis Tsipras vient de donner une belle leçon de stratégie à tous les gouvernements européens : il est possible de résister à Angela Merkel. Pour certains, comme François Hollande, la leçon est sans doute cruelle...

Romarc Godin

La Tribune

le 1er juin 2015

haut de page
